

Jean
Sévillia

La guerre d'Algérie, un passé très présent

Par Jean Sévillia / Catégorie : Histoire

Sources : Le Figaro Magazine (Edition du vendredi 8 avril 2016)

Historiens, chercheurs et cinéastes revisitent la guerre qui ensanglanta l'Algérie et la France de 1954 à 1962. Parmi eux, des esprits indépendants qui ne pratiquent pas le manichéisme et la repentance à sens unique. Un tabou historique serait-il sur le point de tomber ?

Juste avant que les attentats de Bruxelles ne mobilisent l'attention, la France était plongée dans une polémique telle qu'en suscitent, à intervalles réguliers, les clivages franco-français. Faut-il commémorer le cessez-le-feu du 19 mars 1962 ? Conformément à la loi de novembre 2012 qui érige le 19 mars en journée nationale « à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie », le président de la République avait annoncé qu'il prononcerait ce

jour-là un discours. « *Choisir la date du 19 mars, c'est entretenir la guerre des mémoires* », avait mis en garde Nicolas Sarkozy dans *Le Figaro*. L'intervention de François Hollande, en définitive, fut bien dans sa manière : cherchant la synthèse des contraires, le chef de l'Etat a rendu à la fois hommage aux Algériens du FLN, aux appelés et aux militaires de carrière qui ont servi en Algérie, aux pieds-noirs et enfin aux harkis, et ce, tout en se positionnant à gauche en condamnant la colonisation par principe !

« *Le 19 mars 1962, ce n'était pas encore la paix, c'était le début de la sortie de la guerre* », a proclamé François Hollande. La sortie de la guerre ? Les Français d'Algérie, réduits à choisir entre la valise et le cercueil après la fusillade de la rue d'Isly (49 morts et près de 200 blessés par balles françaises le 26 mars 1962), menacés de mort (1 300 Européens enlevés entre le 19 mars et la fin de l'année 1962, et 700 tués à Oran, le 5 juillet, premier jour de l'indépendance) et en définitive conduits à tout abandonner (700 000 pieds-noirs ont franchi sans retour la Méditerranée au printemps et à l'été 1962), les Français d'Algérie, donc, considèrent cette période non comme « le début de la fin de la guerre », mais comme la fin du monde – la fin de leur monde. Ces drames longtemps occultés font aujourd'hui l'objet de travaux universitaires (1).

Et que dire de la tragédie des Algériens fidèles à la France ? A partir du 19 mars 1962, les 150 000 supplétifs musulmans de l'armée française sont désarmés. Or, le FLN les regarde comme des renégats. Si certains officiers les font passer en métropole avec leurs familles, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes et négociateur d'Evian, ordonne de les renvoyer en Algérie. A partir de juillet 1962, les anciens harkis, trahis par la France au prix d'un authentique mensonge d'Etat, sont exécutés par le FLN dans des conditions atroces. Selon l'historien Maurice Faivre, entre 60 000 et 80 000 d'entre eux sont massacrés (2).

Les accords d'Evian, signés le 18 mars 1962 entre le gouvernement français et le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), ont été approuvés le 8 avril suivant par référendum, en France, par 90 % des suffrages. Ils constituent néanmoins « une utopie juridique », estime Guy Pervillé, un spécialiste de la guerre d'Algérie, qui souligne que les garanties données à la

France étaient illusoires. Un jugement qui amène l'historien à regarder la date du 19 mars comme indigne d'être commémorée, Pervillé appelant à ne pas confondre amnistie et amnésie (3).

Dans un ouvrage qu'il vient de consacrer aux conflits de mémoire de la France contemporaine, l'historien Henry Rousso, qui est de ceux qui pensent que la lutte pour l'indépendance de l'Algérie était d'emblée légitime, doit de même admettre que cette guerre « *menée au nom d'une cause juste* » a entraîné « *des effets injustes pour des populations qui n'étaient pas collectivement responsables de la situation, on pense ici au sort des populations d'origine européenne, aux juifs installés dans le pays depuis des siècles, ou encore aux harkis et à tous les Algériens restés fidèles à la France* » (4).

En vérité, la mémoire des cent trente années de souveraineté française sur l'Algérie est fragmentée. Il y a « *l'Algérie heureuse* » dont les couleurs, les odeurs et les saveurs hantent le souvenir de ceux qui l'ont connue (5). Une société mêlée où Français et indigènes (mot d'époque) vivaient côte à côte, souvent dans la même pauvreté – voir l'enfance d'Albert Camus –, mais où les 900 000 Européens jouissaient de tous les droits de la nationalité et de la citoyenneté, tandis que les 8 millions d'Arabes et de Kabyles durent attendre une égalité de statut qui arrivera trop tard. A côté d'un authentique loyalisme arabe nourri par la fraternité des champs de bataille de 1914-1918 et de 1943-1945, un courant autonomiste s'était progressivement transformé en courant indépendantiste. « *L'assimilation de l'Algérie à la France avait déjà échoué en 1954, avant même le déclenchement de l'insurrection* », conclut Guy Pervillé (6). Voici l'autre volet de la mémoire : la guerre. La guerre d'indépendance ou la révolution algérienne, selon le vocabulaire ayant cours de l'autre côté de la Méditerranée ; la guerre d'Algérie pour l'opinion française, notre pays ayant attendu 1999 pour reconnaître l'état de belligérance qui a commencé à la Toussaint 1954 et s'est achevé dans le chaos en 1962. Dès le départ, le FLN a annoncé son intention de parvenir à l'indépendance « par tous les moyens ». Recourant systématiquement à la terreur afin de creuser le fossé entre les communautés, l'organisation indépendantiste vise les civils européens, les musulmans profrançais et son rival, le Mouvement national algérien de Messali

Hadj. Dès 1955, l'état d'urgence est proclamé en Algérie. En 1956, le contingent est mobilisé et l'Assemblée nationale approuve l'attribution des pouvoirs spéciaux à l'armée. Pendant la bataille d'Alger, en 1957, les parachutistes font parler les prisonniers afin de démanteler les réseaux de poseurs de bombes. Violence contre violence : « *Chacun s'autorise du crime de l'autre pour aller plus avant* », écrit Camus dans ses *Chroniques algériennes*. On croyait tout savoir sur cette histoire. A lire le récit de Ted Morgan, un Franco-Américain appelé à 23 ans en Algérie et qui a fini officier à l'état-major de Massu, on découvre du nouveau sur la manière dont Yacef Saâdi, l'organisateur de l'action terroriste à Alger, livra la cachette de son adjoint Ali la Pointe... (7).

La guerre d'Algérie, cependant, c'est aussi l'affrontement au milieu de paysages d'une beauté à couper le souffle, et presque d'égal à égal : dans le djebel, le courage des fellaghas et leur connaissance du terrain compensent l'infériorité de leur équipement. Cette dimension éclate dans le film de Patrick Buisson réalisé par Guillaume Laidet, *Les dieux meurent en Algérie. La guerre des combattants*, qui sera diffusé le 13 avril sur la chaîne Histoire : comme toutes les guerres, la guerre d'Algérie est affreuse et cruelle, mais elle n'est pas partout et tout le temps une guerre sale.

Appelés ou soldats de métier, près de 2 millions de Français ont combattu en Algérie. Ils n'en ont pas rapporté les mêmes images, comme le montre l'enquête que Jean-Charles Jauffret, professeur à Sciences-Po Aix, a menée auprès de 1 000 témoins. Guerre des paras, guerre des grottes, guerre des mines, mais aussi guerre des instituteurs mobilisés qui font leur métier sous l'uniforme, scolarisant 50 % des enfants du bled en 1960 (contre 15 % en 1954), ou guerre des services de santé. « *Médecins, dentistes et chirurgiens auxiliaires du contingent*, souligne Jauffret, *ayant la foi des nouveaux praticiens, souvent très proches des populations misérables du bled, n'ont d'égaux en dévouement que les infirmiers* » (8).

En 1959, un nouveau dispositif militaire, le plan Challe, s'emploie à pacifier le territoire, au prix, il est vrai, de considérables déplacements de la population musulmane. Quatre cent mille hommes, contingent compris, et 210 000 supplétifs musulmans servent sous le drapeau français. Au printemps 1960,

l'armée a gagné : sur 46 000 fellaghas, l'ALN a perdu 26 000 tués et 10 000 prisonniers. Le vrai tournant de la guerre d'Algérie sera donc politique. Jusqu'en 1958, même à gauche, ceux qui songent à l'indépendance sont une poignée. En vue de ramener le général de Gaulle au pouvoir, ses partisans exploitent le sentiment Algérie française. Le 13 mai 1958, dans une étonnante ambiance de fraternité franco-musulmane, un comité de salut public constitué à Alger engage un bras de fer avec Paris, forçant quinze jours plus tard le président de la République, René Coty, à nommer le Général à la présidence du Conseil. Le 4 juin, à Alger, devant une foule enthousiaste, de Gaulle lâche sa célèbre phrase : « *Je vous ai compris.* » La population européenne, les militaires et les musulmans loyalistes sont dès lors convaincus que la France restera en Algérie. Terrible malentendu. Car le 16 septembre 1959, le général de Gaulle, président de la République depuis neuf mois, proclame le droit des Algériens à l'autodétermination. La plupart des historiens, aujourd'hui, estiment que de Gaulle a accédé au pouvoir en sachant qu'il allait donner l'indépendance à l'Algérie : il le dira à Alain Peyrefitte, il ne croit pas à l'intégration des musulmans, et nourrit de grands projets qui, à ses yeux, supposent de tourner la page coloniale de l'histoire de France. Le chef de l'Etat sait de plus que l'opinion métropolitaine le suivra, comme le prouvera le référendum de janvier 1961 (79 % de voix pour l'autodétermination). Dès lors, l'Algérie française est condamnée : ni le putsch des généraux ni l'aventure de l'OAS n'arrêteront le mécanisme qui aboutira aux accords d'Evian et à l'indépendance.

Indépendance ? Depuis cinquante ans, les relations franco-algériennes ont alternativement traversé des phases de tension ou de détente, souvent en lien avec les questions économiques. Des constantes se dégagent toutefois. D'abord le refus du FLN, qui détient toujours le pouvoir, de considérer avec sérénité le passé français de l'Algérie, ramené à un système de domination coloniale maintenu par des crimes militaires. Ensuite l'existence, derrière l'indépendance proclamée, d'une forme déguisée d'interdépendance, puisque l'Algérie a besoin de la France et que l'Algérie est un partenaire de la France. Au moins 4 millions de résidents d'origine algérienne vivent en France, dont la

moitié de binationaux, tandis que les cadres du régime, tout en vitupérant collectivement l'ancien colonisateur, se soignent en France et y font faire leurs études à leurs enfants. D'où ce constat de l'écrivain algérien Kamel Daoud : « *l'Algérie tient la France par la périphérie (banlieue et mosquées), la France tient l'Algérie par le centre (économie et contrats internationaux)* » (9).

Entre un dynamisme démographique qui vaut aux jeunes de représenter 35 à 40 % de la population algérienne, une économie ébranlée par l'effondrement des cours du pétrole et l'épuisement du régime, suspendu à la mort de Bouteflika, l'Algérie peut être déstabilisée du jour au lendemain. Or, explique un autre écrivain algérien, Boualem Sansal, dont le roman d'anticipation, 2084, imagine un monde dominé par l'islam radical (10), les islamistes étrangers de Daech ou d'al-Qaida se tiennent en embuscade en Algérie, pendant que les islamistes locaux se sont introduits dans les rouages de l'Administration. Que se passera-t-il lorsque le Président algérien, au terme de seize années de règne, s'effacera de la scène ? « *S'il y a une explosion de l'Algérie, assure Boualem Sansal, le Maroc et la Tunisie seront déstabilisés. L'Europe sera confrontée à un mouvement migratoire de masse qu'elle ne pourra pas maîtriser* » (11).

Le quotidien algérien *El Moudjahid*, fondé en 1956, est l'organe du FLN. Contrairement à ce que croyaient ses soutiens français, son titre, en arabe, ne signifie pas « le combattant », mais « le combattant de la foi ». En 1963, le code de la nationalité algérien a fait de l'islam et du patriarcat musulman le fondement de l'identité du pays, pendant que la Constitution de la nouvelle République affirmait que l'Algérie « *tient sa force spirituelle de l'islam* », proclamé religion d'Etat. Jean Birnbaum rappelle ces faits dans un essai où il déplore l'incapacité de la gauche française à comprendre la nature religieuse de l'islamisme (12). L'ouvrage est d'autant plus intéressant que l'auteur, directeur du *Monde des livres*, est l'archétype de l'intellectuel de gauche. Or il montre que l'aveuglement de sa famille d'idées devant l'islamisme trouve son fondement dans son aveuglement d'hier face au poids de l'islam dans la révolution algérienne.

Alors que le FLN, pendant la guerre d'Algérie, brandissait à l'extérieur des thèmes occidentaux (indépendance, démocratie, révolution, modernité), il attirait les masses, à l'intérieur, par l'appel au djihad : il fallait libérer la terre d'islam de la présence de l'infidèle. Cet aveu, quoique tardif, a les allures d'un tremblement de terre dans un paysage intellectuel français longtemps sourd et aveugle sur un sujet marqueur de son identité : combien, dans les années 50, se sont engagés dans la politique, à gauche ou à l'extrême gauche, au nom de l'anticolonialisme, de la libération du peuple algérien opprimé, etc. L'héritage colonial français a été diabolisé. Il a pourtant été source d'expériences, d'études et de réflexions qu'on a oubliées, argumente Pierre Vermeren, un professeur d'histoire contemporaine, spécialiste de l'Afrique du Nord (13). Même si le monde a changé, même si l'Islam mondial n'est plus ce qu'il était il y a soixante ans, les interrogations sur les rapports de l'islam avec la République laïque et avec les autres religions se posaient dans les années 1950. Orpheline de toute vision historique, notre société gagnerait à se rappeler que le passé sert à tirer des leçons pour aujourd'hui. On n'en a pas fini avec la guerre d'Algérie.

Jean Sévillia

(1) Jean-Jacques Jordi, *Un silence d'Etat. Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie*, Editions Soteca, 2011 ; Guy Pervillé, Oran, 5 juillet 1962. Leçon d'histoire sur un massacre, Vendémiaire, 2014.

(2) *Harkis, soldats abandonnés. Témoignages*, XO éditions, 2012.

(3) Guy Pervillé, *Les Accords d'Evian (1962). Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*, Armand Colin, 2012.

(4) Henry Rousso, *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Belin, 2016.

(5) Laurent Chollet, *L'Algérie de ma mémoire, 1930-1962*, Gründ, 2015.

(6) Guy Pervillé, *La France en Algérie, 1830-1954*, Vendémiaire, 2012.

(7) Ted Morgan, *Ma bataille d'Alger*, Tallandier, 2016.

(8) Jean-Charles Jauffret, *La Guerre d'Algérie. Les combattants français et leur mémoire*, Odile Jacob, 2015.

(9) *Le Point*, 25 juin 2015.

(10) Boualem Sansal, *2084, la fin du monde*, Gallimard, 2015.

(11) *Le Figaro*, 24 février 2016.

(12) Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Seuil, 2016.

(13) Pierre Vermeren, *La France en terre d'islam. Empire colonial et religions, XIX^e-XX^e siècle*, Belin, 2016.

Partager :



Sur le même thème

Il y a cinquante ans, la fin de l'Algérie française

11 avril 2015

Dans "Histoire"

La guerre d'Algérie s'est-elle terminée le 19 mars

1962 ?

11 avril 2015

Dans "Histoire"

Les vérités cachées de la guerre d'Algérie

11 avril 2015

Dans "Histoire"

Mis à jour le 18 avril 2016



« Précédent

La République introuvable

Suivant »

Si, l'Europe est chrétienne !

Rechercher

Recherche...



Thématiques

Idées

Histoire

Religion

Autriche

Vidéos

Les succès



Les derniers articles

Autriche : le laboratoire de l'Europe d'après

24 mai 2016

Si, l'Europe est chrétienne !

20 mai 2016

La guerre d'Algérie, un passé très présent

18 avril 2016

La République introuvable

5 avril 2016

La cour, instrument politique

5 avril 2016

Jean Sévillia © 2015 - Crédits et mentions légales - Contact - une réalisation de
Cyrille de Gourcy